

**Nouvelle dépêche « La coopération (en temps) de crises ? »
& entrevues des ONGD avec la Commission des Affaires étrangères de la Chambre
des députés et avec des partis politiques**

Le Cercle de Coopération des ONGD a publié une dépêche spéciale « La coopération (en temps) de crises ? » pour tirer l'attention sur plusieurs sujets d'actualité importante pour le secteur de la coopération internationale du Luxembourg.

Cette dépêche a été distribuée aux partis politiques, dont les membres du Forum Politique du Cercle ont pu rencontrer la majorité au cours des dernières semaines pour un échange en vue de la rédaction des programmes électoraux municipaux et législatifs pour les campagnes de 2023. La dépêche a aussi été distribuée aux député.e.s lors d'une réunion qui a eu lieu entre des représentant.e.s du Cercle et des ONGD et la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'immigration et de l'asile le lundi 7 novembre. Ceci en amont du discours du ministre de la Coopération au développement et de l'Action humanitaire, Franz Fayot, à la Chambre des députés, le mardi 15 novembre.

Les ONGD se réjouissent de l'attention portée par ses interlocutrices et interlocuteurs envers les sujets et recommandations développés dans la dépêche et lors des entrevues, dont notamment :

- **La sécurité alimentaire.** Menacée tant par le changement climatique que par la spéculation et l'impact de la guerre en Ukraine, la sécurité alimentaire est d'une importance particulière pour les ONGD. Au-delà d'une approche humanitaire d'urgence, seul un travail de développement à longue durée, en promouvant et en soutenant une transition agroécologique, permettront de créer une vraie résilience aux chocs climatiques et autres, et ainsi une vraie sécurité alimentaire.
- L'Aide publique au développement – **APD** – luxembourgeoise. Ambitieuse par son montant de 1% du PIB, l'APD doit être complétée de mécanismes qui la rendent plus résiliente aux crises. Ainsi, un seuil minimum de soutien aux ONGD en cas de récession leur donnerait une sécurité de planning indispensable à la bonne exécution des projets de développement pluriannuels.
- Les risques de l'importance accrue du **secteur privé** dans la coopération internationale luxembourgeoise, et notamment les **impacts négatifs potentiels du financement mixte public/privé** sur les services publics et tissus économiques locaux.
- La nécessité d'améliorer les instruments existants pour assurer une vraie **cohérence des politiques** du développement et du développement durable.

Pour toute information supplémentaire, veuillez contacter :

Sebastian Weier
sebastian.weier@cercle.lu
+352 26 02 09-22